

Contribution au débat sur la candidature aux présidentielles

Pour un pacte d'engagements communs, la gauche a besoin d'une candidature communiste

Frédéric Boccara, membre de l'exécutif national du PCF, fédération des Hauts-de-Seine
Jacky Hénin, membre du CN du PCF, fédération de la Somme
Pierre Lacaze, membre du CN du PCF, fédération de la Haute-Garonne
Christian Picquet, membre de l'exécutif national du PCF, fédération de la Haute-Garonne
Marine Roussillon, membre de l'exécutif national du PCF, fédération de Paris

Les grands axes de propositions pour la France énoncés par Pierre Laurent dans son discours de clôture à l'université d'été des 26, 27 et 28 août derniers à Angers constituent une base de rencontres entre le PCF et tous ceux qui, à gauche (forces politiques, syndicales et associatives), cherchent une alternative aux politiques d'austérité, et pour élaborer un pacte commun en vue des élections présidentielle et législatives.

Oui, un travail collectif est nécessaire et possible pour que, en lien avec les exigences de contenu dictées par la profondeur de la crise et par les prochaines aggravations qui s'annoncent, soit recherché un candidat commun pour la prochaine élection présidentielle dans une démarche de rassemblement portant à la fois sur cette élection et sur les législatives. Et cela en respectant les forces organisées, au lieu de prétendre s'émanciper des partis afin d'endosser le costume de « l'homme providentiel ». Poursuivons notre stratégie de rassemblement en l'ancrant mieux encore sur les contenus et en la rendant audible et repérable.

Le Parti communiste peut et doit jouer un rôle irremplaçable dans ce travail. Parce qu'il peut mettre à disposition des idées nouvelles, des propositions précises qui concrétisent la cohérence alternative nécessaire, en liaison avec l'expérience de ses élus, avec le mouvement social et avec un engagement militant au service des luttes dans une visée de transformation sociale.

Son apport est indispensable pour faire mentir tous ceux qui cherchent à faire se résigner le « peuple de gauche » à l'idée qu'il y aurait « deux gauches irréconciliables ». Ils préparent, de fait, une recomposition centriste de la gauche française vers un parti démocrate à l'américaine. Une configuration dont l'objet serait de sauver le capitalisme en butte à une crise qui exige, au contraire, son dépassement vers une autre société, une autre civilisation. On aboutirait à une bipolarisation entre ce « parti démocrate », flanqué d'une extrême-gauche isolée, dépourvue de toute crédibilité, sans prise sur le réel, et « Les républicains » flanqués d'une extrême droite d'autant plus puissante que lui seraient abandonnées les couches populaires souffrantes et humiliées.

Aussi, nous alertons sur la tentative de marginalisation du PCF orchestrée par les médias et par différents candidats autoproclamés à l'élection à présidentielle, dont Jean Luc Mélenchon.

La présence du PCF et des idées communistes dans la construction du rassemblement est d'autant plus vitale que les signes d'une redoutable aggravation de la crise globale surgissent : Brexit, reprise des attentats, extension de la pauvreté et de la précarité, débat public empoisonné par l'exploitation des thèmes racistes et « identitaires » ou nationalistes, risques d'une nouvelle crise financière encore plus grave et plus mondiale. Ceci alors que la politique extérieure comme la politique sociale, économique et environnementale du gouvernement

atteignent des niveaux inégalés d'irresponsabilité et d'inconséquence car elles sont mises au service de la croissance des profits et de la domination des marchés financiers. La France doit porter une voix forte au service de la paix et d'une autre mondialisation, solidaire.

Les discours néo-libéraux de droite comme de gauche n'offrent aucune issue réelle. Ils ne portent aucune proposition capable d'améliorer les conditions de vie des gens, car ils excluent délibérément ce qui serait nécessaire pour sécuriser la vie et l'avenir de chacun-e : changer l'utilisation des profits, des fonds publics et du crédit. Ils cherchent, au contraire, à aggraver les divisions et fractures du « tous contre tous » pour consolider la domination du capital, accentuer les délégations au sommet des appareils politiques et développer une culture de guerre.

Face à cet agenda, ni les postures de sauveur suprême, ni les discours généraux dénonçant l'argent et la finance, même avec virulence, ne font le poids, car ils esquivent la lutte concrète pour conquérir des pouvoirs sur l'argent : où ? pour faire quoi ? avec quels moyens institutionnels ? Ils ne peuvent mener qu'à de nouvelles impasses. L'heure est à construire des mobilisations et des points d'appui pour maintenant et pour après. Le commun ne se décrète pas, il s'élabore. Et c'est cela qui peut rassembler largement à gauche.

Pour contribuer au rassemblement, le PCF doit, comme le congrès en a décidé le principe, mettre un candidat à disposition du processus collectif visant à faire converger, vers un socle et un candidat communs, tous ceux qui refusent de se résigner au scénario annoncé.

Non pour ajouter une candidature de plus à gauche, mais parce qu'il y a des contributions que le PCF est le seul à pouvoir apporter pour permettre ce rassemblement de la gauche et le fonder autour d'une alternative radicale et crédible. Nous ne pouvons nous contenter d'être les arbitres, ou les porteurs d'eau de tel ou tel ; notre proposition ne sera entendue et respectée que si nous pesons nous-mêmes dans le débat par un candidat mis à disposition, tout en veillant à laisser ouverte jusqu'au bout la possibilité d'un rassemblement autour d'une candidature encore plus large. Cette présence libérerait les énergies militantes communistes et faciliterait cette dynamique unitaire. Ceci y compris dans la perspective des législatives, élections à deux tours et où le besoin d'une cohérence nationale est fort, les députés se prononçant sur des lois nationales.

Il ne faudrait pas qu'en tardant davantage les communistes finissent par être placés devant des choix, sur le programme comme sur le candidat ou sur les législatives, qui ne seraient pas partagés.

Pierre Laurent semble le mieux positionné pour être cette personnalité mise à disposition du rassemblement. Autrement, ce pourrait être l'un ou l'une de nos camarades élu-es (jeune ou moins jeune) qui ont fait leurs preuves en défendant la population de leur territoire ou dans la bataille parlementaire, notamment contre la loi El Khomri, tout en portant des idées radicales et rassembleuses.

Affirmer plus vite la présence d'une candidature issue du PCF dans le processus collectif que nous avons décidé en Congrès auquel nous souhaitons donner plus de chance, c'est aussi une condition pour que les communistes puissent exercer leur choix en toute clarté, comme ils sont appelés à le faire pour la conférence nationale du 5 novembre.